

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 19/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CIC VNS

3 rue de Dunkerque
42000 Saint-Étienne

Références : UID4243-EAR-23-337
Code AIOT : 0006103470

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/10/2023 dans l'établissement CIC VNS implanté 3 rue de Dunkerque 42000 Saint-Étienne. L'inspection a été annoncée le 31/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est déroulée dans le cadre de l'action régionale sur la thématique des POI dans les établissements SEVESO seuil bas.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CIC VNS
- 3 rue de Dunkerque 42000 Saint-Étienne
- Code AIOT : 0006103470
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société CIC-VNS est une société spécialisée dans le traitement de surface de pièces métalliques utilisées dans l'industrie générale, le domaine médical mais également l'industrie automobile. Elle a été rachetée en juillet par l'actuel directeur général et son président. Le site est classé SEVESO seuil bas par la règle des cumuls des produits chimiques présents sur le site. Il s'organise autour des activités suivantes :

- le chromage : traitement de surface électrolytique (apport de courant électrique grâce à des

- redresseurs de courant) dans les bains d'acide chromique ;
- le nickelage : traitement de surface chimique sur une chaîne de succession de bains de traitement chimique et de bains de rinçage ;
- l'entretien : sablage de pièces dans des cabines pour préparation aux traitements ;
- le polissage : polissage sur tour à bande pour préparer ou finir le traitement ;
- la rectification : usinage par pierre pour « usiner » le chrome

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la mise en place d'un plan d'opération interne, nouvellement imposé pour les établissements SEVESO seuil bas

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Test du POI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 - 3e alinea	/	Lettre de suite préfectorale	1 à 3 mois
4	Contenu du POI 1/5 – rôles et responsabilités	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Contenu du POI 2/5 - Correspondance POI/EDD	Arrêté préfectoral n°2009/0289, art. 7.4.9 Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	/	Mise en demeure, respect de prescription, Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Contenu du POI 3/5 – Alerte	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Contenu du POI 4/5 - Organisation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Contenu du POI 5/5 – prélèvements environnementaux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Présence d'un POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – 4eme alinea	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement CIC-VNS a élaboré son plan d'opération interne (POI) en septembre 2023 suite à l'obligation réglementaire qui impose ce plan d'urgence à tous les établissements SEVESO seuil bas au 1er janvier 2023. L'inspection a mis en évidence un certain nombre de non-conformités liées à

des incohérences vis-à-vis de l'étude de dangers ou à des manquements ne permettant pas de répondre à l'ensemble des exigences de l'Arrêté Ministériel du 26 mai 2014. Ces non-conformités font l'objet d'une mise en demeure pour celles jugées majeures (absence d'exercices POI, complétude des scénarios, obturation des réseaux), les autres font l'objet d'une lettre de suite. Elles pourront toutefois faire l'objet d'une mise en demeure si les délais pour y remédier n'étaient pas respectés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Présence d'un POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – 4eme alinea
Thème(s) : Risques accidentels, Présence d'un POI
Prescription contrôlée : Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023
Constats : Le site a rédigé un plan d'Opération Interne (POI) daté du 25 septembre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Test du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69
Thème(s) : Risques accidentels, Test du POI
Prescription contrôlée : Le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. Dans le cas où le plan d'opération interne n'a pas fait l'objet d'un test dans les trois dernières années, un exercice est organisé au plus tard le 1er septembre 2023.
Constats : L'exploitant vient de finaliser son POI (25 septembre 2023) et n'a pas encore réalisé d'exercice.
Demande n°1 : un exercice POI doit être réalisé dans les 3 mois. Un compte-rendu sera réalisé à l'issue de l'exercice.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 - 3e alinea
Thème(s) : Risques accidentels, Formation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : Actuellement, seules des formations au maniement des extincteurs ont été réalisées auprès de quelques employés du site. La dernière session de formation, réalisée par la société « 123 Conseil » date de 2021. Une prochaine formation est programmée avec la société AFPI le 1er décembre 2023. Il a été constaté en inspection que la société CIC-VNS n'a pas encore défini les besoins en termes de formation de son personnel sur les risques liés à ses installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.
Demande n°2 : définir sous 1 mois les besoins en termes de formation et le personnel concerné

<p>pour répondre à l'article 5 de l'AM du 26/05/2014, à savoir en termes de formation sur les risques des installations (dont risque chimique), la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident (dont la mise en œuvre des prélèvements environnementaux, installation des batardeaux,...) et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Mettre en place dans le même délai un plan de formation de ce personnel. Cette non-conformité est susceptible de faire l'objet d'une mise en demeure en cas de non respect dans le délai proposé.</p> <p>Demande n°3 : faire réaliser ces formations sous 6 mois. Cette non-conformité est susceptible de faire l'objet d'une mise en demeure en cas de non respect des délais pour y remédier.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 à 3 mois

N° 4 : Contenu du POI 1/5 – rôle et responsabilités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu d'un POI
<p>Prescription contrôlée : DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021 a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ; b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ; [...]</p>
<p>Constats : Deux personnes sont désignées p.41 du POI pour gérer le POI : Rémi Puzin et Pedro Pinto. Les deux responsables sont également désignés (p.43 du POI) pour assurer la liaison avec la préfecture et les autres autorités. Ils habitent à proximité du site mais en période de congé ou en dehors des heures ouvrées, il n'a pas été défini d'astreinte. A noter que la totalité des missions définies dans le POI sont réparties entre ces deux personnes seulement (cf. p.43 du POI).</p> <p>Observation : au regard de la potentielle faible robustesse de cette organisation, il est suggéré de revoir la répartition des missions envisagées dans le POI en essayant d'intégrer d'autres personnes. Les exercices prévus permettront de vérifier que le nombre de personnes jouant un rôle dans le POI est suffisant.</p> <p>Demande n°4 : sous 3 mois, définir dans le POI l'organisation envisagée en période de congé et en dehors des heures ouvrées et intégrer les éventuelles personnes mettant en œuvre le POI en périodes ouvrées et périodes hors heures ouvrées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Contenu du POI 2/5 - Correspondance POI / EDD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V et arrêté du 4/10/2010, article 25 et Arrêté préfectoral n°2009/0289, art. 74.9
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu d'un POI
<p>Prescription contrôlée : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V :</p>

DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021

[...]

c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;

[...]

Arrêté préfectoral n°2009/0289, art. 74.9

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.[...]

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Constats :

L'exploitant a précisé au cours de l'inspection que la zone de dépotage qui se situe devant le sous-sol du bâtiment et qui est utilisé tous les 2 ou 3 mois pour le dépotage des baignoires usées à l'aide d'une citerne tricompartimentée, dispose de 3 bouches d'évacuation reliées au réseau d'eaux pluviales qui ne dispose pas de système d'obturation ou d'isolement. L'exploitant ne respecte pas les prescriptions de son article 74.9 de son AP. Des discussions sont actuellement en cours avec l'administration dans le cadre de la rédaction du nouvel AP pour que l'aménagement de cette aire de chargement/déchargement respecte cet article. En attendant, il apparaît nécessaire de mettre en place un système d'obturation des réseaux pour prévenir un écoulement accidentel de produits dangereux (type baignoires usées) dans le réseau d'eaux pluviales lors des opérations de chargement/déchargement de produits.

Concernant les écoulements dans le bâtiment, le sous-sol fait office de rétention grâce à la mise en place d'un batardeau d'1 m de haut sur une des deux portes et la mise en place d'une barrière automatique qui isole la deuxième porte jusqu'à une hauteur de 30 cm, sur détection de liquides. Il est également possible d'installer un batardeau de 1 m derrière cette barrière automatique pour augmenter le volume de rétention utile et protéger le sous-sol en cas d'inondation. Actuellement quelques personnes sont formées à la manipulation de ces batardeaux mais aucun suivi de formation des personnes en charge de cette mise en œuvre n'est actuellement réalisée.

L'exploitant a également précisé en inspection que des produits étaient manipulés par chariots élévateurs dans la rue, devant le bâtiment lors des opérations de chargement/déchargement. En cas de renversement de produit, celui-ci peut très rapidement rejoindre une des bouches d'eaux pluviales de la rue. L'exploitant a précisé pouvoir effectuer ce déchargement en stationnant le camion dans le bâtiment puisque cela est déjà réalisé pour le déchargement de matériel nécessitant l'utilisation de pont roulant. Cela permettrait de s'affranchir du risque du scénario de déversement de produit à l'extérieur du bâtiment.

Dans les fiches scénario (p.33 du POI), il manque le cas des déversements accidentels lors de l'opération de dépotage.

Concernant les scénarios de type « incendie », p.33 du POI, il n'y a qu'un seul cas qui a été envisagé, le cas n°5 : départ de feu sur un redresseur. Pourtant, l'EDD du site retient d'autres scénarios « incendie » dont le scénario majorant d'inflammation de matières combustibles au niveau du stockage de matières combustibles de traitement de surface (scénario 210 p. 92 de l'EDD).

Demande n°5 : en attendant les résultats des discussions engagées avec l'administration sur l'aménagement de l'aire de chargement/déchargement de produit dangereux, l'exploitant est mis en demeure de respecter l'article 74.9 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2009/0289 , dans un

délai de 3 mois, en mettant en place un dispositif d'obturation permettant d'éviter qu'un écoulement accidentel lors d'une opération de dépotage ne puisse rejoindre le réseau d'eaux pluviales.

Demande n°6 : définir sous 3 mois dans le POI, l'organisation prévue pour la mise en place des batardeaux et des dispositifs d'isolement des réseaux et les cas où il convient de mettre en place ces dispositifs (en cas d'inondation ou d'incendie par exemple). Compléter les schémas du chapitre 3 en intégrant ce dispositif le cas échéant.

Demande n°7 : Compléter sous 3 mois, le chapitre 4 du POI en intégrant les dispositifs d'isolement du site et des réseaux d'eaux à mettre en place en cas de risque de pollution ou d'inondation. Prévoir la formation des personnes en charge de la manipulation de ces dispositifs et le suivi de ces formations.

Demande n°8 Il est demandé, conformément à l'engagement de l'exploitant pris en inspection, de stopper sans délai les opérations de chargement/déchargement de produits chimiques dans la rue, sur la voie publique ; ces opérations pouvant être réalisées sans contrainte au sein de l'établissement. En effet, une manipulation de produits dangereux à l'extérieur du site ne permet pas de garantir une récupération de fuites de produits dangereux. Ce point pourra faire l'objet d'une prescription dans l'AP du site en cours de rédaction.

Demande n°9 : l'exploitant doit compléter les scénarios d'accidents (p.33 du POI) sous 3 mois, en s'appuyant sur les scénarios de l'EDD, sans oublier le cas de déversement accidentel lors des opérations de dépotage. Il doit vérifier l'adéquation moyens / ressources /formation prévue dans le POI pour gérer ces scénarios et compléter son POI le cas échéant.

En cas de liquide non identifiable, il est prévu de le pomper (cf. schéma de la fiche action « réaction déversement » p.34) sans mise en place d'EPI contrairement aux liquides identifiables. Cependant les produits non identifiables sont susceptibles de nécessiter la mise en œuvre d'EPI. L'exploitant dispose de produits absorbants au sous-sol. Le POI ne précise pas quels sont ces produits ni leur localisation.

Demande n°10 : préciser sous 3 mois les EPI à mettre en place en cas de pompage de produits non identifiables dans le schéma p.34. Compléter le chapitre 4 du POI en précisant où se trouvent les dispositifs permettant de contenir le liquide tel que prévu dans le schéma p.34.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Contenu du POI 3/5 – alerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V

Thème(s) : Risques accidentels, Contenu d'un POI

Prescription contrôlée :

DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021

[...]

d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;

e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;

[...]

Constats :

Le site ne dispose pas de système d'alerte interne. Le bâtiment s'étend sur deux niveaux avec certains ateliers un peu à l'écart (comme l'atelier nickel). Il apparaît nécessaire de mettre en place un système d'alerte qui permettra une évacuation rapide et efficace de tout le personnel quelque soit l'endroit où il se trouve. Le POI ne précise pas la conduite à tenir en cas d'alerte (en dehors du plan d'évacuation).

Demande n°11 : proposer sous 3 mois un système d'alerte qui permettra une évacuation rapide et efficace de tout le personnel quel que soit l'endroit où il se trouve. Il complètera son POI sous 3 mois avec une consigne sur la conduite à tenir en cas d'alerte. Cette consigne devra être communiquée au personnel.

Le POI ne prévoit une alerte de la DREAL qu'en cas d'événement non maîtrisable en interne. Pour rappel, le POI est un « plan d'urgence interne » déclenché en cas de sinistre à l'intérieur de l'établissement (ou en cas de contexte susceptible de conduire à un accident majeur). Il a pour but de maîtriser le développement d'un sinistre survenant dans une installation afin de protéger les biens, les populations et l'environnement. Il doit donc être mis en œuvre avant que les moyens internes ne soient plus suffisants et que l'aide extérieure (intervention SDIS) devienne nécessaire. Le POI doit donc être déclenché au plus tôt lors de la survenue d'un sinistre sans attendre que la situation ne soit plus maîtrisable. Les autorités doivent également être alertées au plus tôt pour être en alerte et pour pouvoir s'organiser en cas de dérive nécessitant notamment la mise en place d'une organisation de crise.

Demande n°12 : il est demandé sous un délai de 3 mois à l'exploitant de revoir le schéma d'alerte lors de la mise à jour du POI pour que le déclenchement du POI intervienne avant que l'incident ne soit plus maîtrisable avec les moyens internes. Le POI devra préciser à quel moment l'alerte est donnée.

Par ailleurs, les numéros de téléphone des services à appeler en cas d'événement doivent être mis à jour en reprenant les numéros d'astreinte des différents services en lieu et place des numéros d'interlocuteurs spécifiques. Par exemple, pour la DREAL, le numéro d'astreinte DREAL à appeler hors heures ouvrées est différent de celui de l'UD à appeler pendant les heures ouvrées. L'établissement CIC-VNS se situe à proximité immédiate d'établissement recevant du public. L'exploitant doit intégrer dans le POI l'alerte de ces établissements dans le cas d'événements susceptibles de conduire à des effets les impactant.

Demande n°13 : prendre contact avec les différents services listés p. 12 du POI pour vérifier avec eux le numéro à appeler en heures ouvrées et en dehors des heures ouvrées. Mettre à jour les numéros de téléphone sous 1 mois. Compléter la liste des numéros de téléphone avec celui des établissements voisins à alerter en cas d'événement afin de leur permettre d'anticiper d'éventuelles mesures de prévention du public.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Contenu du POI 4/5 -organisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V

Thème(s) : Risques accidentels, Contenu d'un POI

Prescription contrôlée :

DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021
[...]

f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et

<p>à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;</p> <p>g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;</p> <p>h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>f) Plusieurs plans sont disponibles dans le POI dont le plan de coupure des énergies, le plan de positionnement des zones à risque, le plan des voies de circulation. L'exploitant a précisé en inspection qu'il dispose des clefs des 3 portails qui ferment l'accès à l'arrière du bâtiment. Cependant, ces clefs ne sont accessibles que dans le bâtiment qui pourrait ne plus être accessible en cas d'incendie généralisé.</p> <p>Demande n°14 : prévoir sous 3 mois une procédure assurant la mise à disposition des clefs en cas d'événement affectant la partie du bâtiment où ces clefs sont actuellement rangées afin de permettre l'accès aux pompiers en toute circonstance.</p> <p>g) cf. constat n°3</p> <p>h) L'exploitant a défini p.55 de son POI ce qui est prévu en termes de gestion des déchets et analyses des résidus liquides ou du sol suite à certains types d'événements.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Contenu du POI 5/5 – prélèvements environnementaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu d'un POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021</p> <p>i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients fortes sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</p> <p>j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>i) L'exploitant a défini les prélèvements à réaliser dans le milieu eau, air, sol. Cependant pour le milieu « air » notamment, il n'a défini que les mesures conservatoires à réaliser. Il ne définit pas les premiers prélèvements environnementaux permettant de disposer de résultats dès la phase d'urgence afin d'apporter des premiers éléments visant à estimer les impacts immédiats pour les populations (tel que demandé dans l'avis du 1er décembre 2022).</p> <p>Demande n°15 : compléter sous 3 mois le POI avec la liste des substances à analyser pendant la phase aiguë de la crise, ainsi que le matériel de prélèvement prévu pour réaliser ces mesures.</p> <p>La liste des prélèvements à réaliser ne tient compte que des produits chimiques présents sur le</p>

site, or il faut considérer également les contenants (matériaux des emballages, cuves,...) matériaux de construction (bois, amiante,...) susceptibles de brûler et de générer des produits de décomposition. L'exploitant a précisé en inspection qu'une petite partie de l'atelier disposait d'une toiture en fibrociment (amiante).

Demande n°16 : l'exploitant justifiera la prise en compte des contenants et matériaux de construction dans la liste des produits de décomposition établie et la complètera en tenant compte des remarques ci-dessus le cas échéant dans un délai maximal de 3 mois.

Le POI ne précise pas quels sont les emplacements pré-définis pour effectuer les prélèvements sur site et à l'extérieur du site. Il ne précise pas qui sera habilité à réaliser ces prélèvements, quelles sont les formations nécessaires pour la réalisation de ces prélèvements. Il n'y a pas non plus de mode opératoire pour la réalisation de ces prélèvements.

Demande n°17 : l'exploitant précisera sous 3 mois dans son POI la carte de positionnement des points de mesures, le personnel habilité pour les prélèvements, les formations nécessaires pour réaliser ces prélèvements. Ces formations devront être réalisées sous 3 mois et renouvelées selon un plan de formation défini.

Le POI ne précise pas non plus quand et comment les conditions météorologiques seront considérées et par qui. Le POI doit préciser l'impact de ces conditions sur le choix des lieux d'échantillonnage.

Demande n°18 : préciser sous 3 mois dans le POI quand et comment les conditions météorologiques seront considérées et par qui. Le POI doit préciser l'impact de ces conditions sur le choix des lieux d'échantillonnage.

Le POI ne précise pas non plus où sera conservé le matériel d'échantillonnage et notamment sa disponibilité en cas d'incendie. Il ne précise pas où et comment sera conservé ce matériel d'échantillonnage.

Demande n°19 : compléter le POI en précisant où sera conservé le matériel d'échantillonnage en prenant en compte le besoin de disponibilité en cas d'incendie. Préciser également sous 3 mois, où et comment sera conservé le matériel d'échantillonnage avant envoi pour analyse.

j) L'exploitant a défini p.55 de son POI ce qui est prévu en termes de gestion des déchets et analyses des résidus liquides ou du sol suite à certains types d'événements.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

PROJET D'ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

VU le code de l'environnement, notamment les articles L.511-1, L.171-6 et L.171-8 ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2009/0363 du 23 juin 2009 ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes en date du XX octobre 2023 établi à la suite d'une visite d'inspection effectuée le 5 octobre 2023 ;

Considérant que la mise en œuvre d'un Plan d'Opération Interne doit s'accompagner de tests réguliers tel que le prévoit l'article 69 de l'Arrêté Ministériel du 04/10/2010.

Considérant que l'inspection du 5 octobre 2023 a mis en évidence l'absence de test du Plan d'Opération Interne réalisé au sein de l'établissement et que ce dernier aurait dû être réalisé avant le 1^{er} septembre 2023 au regard des exigences réglementaires définies dans l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié.

Considérant que la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) doit être effectuée sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Considérant que l'inspection du 5 octobre 2023 a mis en évidence un aménagement de l'aire de chargement – déchargement ne permettant pas la récupération de fuites de produits dangereux

Considérant que la mise en place d'un système d'obturation de cette aire de chargement-déchargement au niveau des grilles avaloires est nécessaire pour répondre à l'exigence réglementaire dans l'attente de mise en conformité de l'aire

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} :

La Société Chromage Industriel du Centre (CIC), sise à SAINT ETIENNE, 3 rue de Dunckerque, est mise en demeure

- de respecter, dans un délai maximal de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les exigences de l'article 69 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 en réalisant un exercice POI. Un compte-rendu sera rédigé à l'issue de l'exercice.

- de respecter l'obligation de récupération de fuites définie à l'article 7.4.9. de l'arrêté préfectoral n°2009/0289 du 23 juin 2009 modifié dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté en mettant en place sur l'aire de chargement-déchargement un système d'obturation du réseau d'eaux pluviales permettant de retenir et récupérer tout écoulement accidentel lors d'une opération de dépotage et ainsi éviter que cet écoulement ne puisse rejoindre les réseaux d'eaux.

ARTICLE 2 :

A défaut de procéder, dans les délais prévus, aux dispositions de l'article 1er du présent arrêté, il sera fait application des sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement susvisé.

ARTICLE 3 : Délai et voie de recours (article L.514-6 du code de l'environnement)

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.